

# DECISION DCC 20-210 DU 06 FEVRIER 2020

## ***La Cour constitutionnelle,***

Saisie d'une requête en date à Cotonou du 29 janvier 2020, enregistrée à son secrétariat le 31 janvier 2020, sous le numéro 0224/081/REC-20 par laquelle madame Louise KOUMAKPO, demeurant à Cotonou, BP 873 Cotonou, forme un recours en vue de son inscription sur la liste électorale ;

**VU** la Constitution ;

**VU** la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

**VU** les lois n° 2018-31 du 09 octobre 2018 et n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral en République du Bénin ;

**VU** le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï messieurs Joseph DJOGBENOU et Sylvain M. NOUWATIN en leur rapport ;

Après en avoir délibéré ;

**Considérant** que la requérante expose qu'elle a été enrôlée lors des opérations relatives à l'établissement de la Liste électorale permanente informatisée et a pris part à la phase d'actualisation de ladite liste en 2011 mais n'y figure pas ; que toutes les démarches qu'elle a entreprises auprès des structures de l'Agence nationale de traitement (ANT) pour y figurer n'ont guère prospéré ; qu'elle sollicite en conséquence le concours de la Cour ;

**VU** les articles 6 alinéa 1 et 206 de la loi n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral ainsi que les articles 218 et 154 de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article 6 alinéa 1 de la loi n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral : « *Les élections se font avec une liste électorale informatisée (LEI)* » ; que cependant, l'article 206 de la même loi dispose que « *Nonobstant les dispositions du présent code relatives à l'ANIP et à l'établissement de la LEI, les membres du Conseil d'orientation et de supervision (COS) se renouvellent et supervisent la mise à jour du fichier électoral national jusqu'à l'établissement de la LEPI avec laquelle s'organise l'élection du président de la République en 2021* » ; qu'il en résulte que les dispositions de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin relatives à l'établissement du fichier électoral national et de la Liste électorale permanente informatisée (LEPI) restent en vigueur jusqu'à l'établissement de la LEI en 2021 ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article 218 de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin, tout le contentieux de l'actualisation du fichier électoral national et de la liste électorale permanente informatisée relève de la Cour constitutionnelle ; qu'en l'espèce, la requérante sollicite son inscription sur la liste électorale permanente informatisée ainsi que l'établissement de sa carte d'électeur ; qu'une telle demande qui relève du contentieux de l'actualisation du fichier électoral national et de la liste électorale permanente informatisée ressortit de la compétence de la Cour ; qu'en conséquence, il y a lieu d'y statuer ;

**Considérant** que l'article 154 du code électoral de 2018 sus-cité dispose : « *Tous les citoyens qui remplissent les conditions déterminées par la loi pour être électeurs **ont le droit et l'obligation** de s'inscrire sur la liste électorale* » ; qu'il résulte de cette disposition que le législateur a voulu faire de l'inscription sur la liste électorale, à la fois, un droit et **un devoir** pour tout citoyen qui en remplit les conditions ; que dès lors, nulle restriction, autre que celle concernant les qualités requises pour être électeur, ne saurait empêcher un citoyen qui en fait la demande de figurer sur la liste électorale permanente informatisée ; qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la requérante et d'ordonner à l'Agence

nationale de Traitement de procéder à son inscription sur la liste électorale permanente informatisée au centre de vote de son choix pour autant qu'elle remplit les conditions exigées par la loi pour être électrice ;

## ***EN CONSEQUENCE :***

Ordonne l'inscription de madame Louise KOUMAKPO sur la liste électorale, au centre de vote de sa résidence.

La présente décision sera notifiée à madame Louise KOUMAKPO, à monsieur le Président du COS-LEPI, à monsieur le Régisseur de l'Agence nationale de traitement et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le six février deux mille vingt,

|           |                           |                                     |                                       |
|-----------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Messieurs | Joseph Razaki Rigobert A. | DJOGBENOU<br>AMOUDA ISSIFOU<br>AZON | Président<br>Vice-Président<br>Membre |
| Madame    | C. Marie-José             | de DRAVO ZINZINDOHOUE               | Membre                                |
| Messieurs | André Fassassi Sylvain M. | KATARY<br>MOUSTAPHA<br>NOUWATIN     | Membre<br>Membre<br>Membre            |

Les Rapporteurs,

***Sylvain M. NOUWATIN.-***

***Joseph DJOGBENOU.-***

Le Président,

***Joseph DJOGBENOU.-***